

SOCIÉTÉ

VIOLENCES

Après la **POUSSÉE INQUIÉTANTE** des actes racistes et antisémites qui ont secoué la France en 2004, le gouvernement a souhaité mieux cerner l'état des lieux de la mouvance d'extrême droite et chargé la

direction centrale des **RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX** (DCRG) de lui fournir la photographie la plus précise possible de cette frange de la population. Les policiers estiment que les groupuscules représentent

ENTRE 2 500 ET 3 500 militants ou sympathisants, répartis en cinq grandes « familles » : les skinheads, les identitaires, les ultranationalistes, les néonazis et les hooligans. L'Alsace, l'Ile-de-France, la région PACA

sont les principales **RÉGIONS D'IMPLANTATION**. Toutes ces tendances sont unies par un dénominateur commun : la notion de « pire ennemi », que représentent aujourd'hui, pour elles, l'islam et le monde arabe.

Radiographie des groupuscules d'extrême droite en France

Dans un rapport remis à la mi-janvier au ministre de l'intérieur, les renseignements généraux dressent un état des lieux de la mouvance, qui compterait de 2 500 à 3 500 militants, essentiellement répartis en Alsace, en Ile-de-France et en région PACA

L'ANNÉE 2004 a été marquée en France par une poussée inquiétante des conduites racistes et antisémites. Au total, 194 actes et 711 menaces ont été recensés par le ministère de l'intérieur, contre 112 et 418 l'année précédente (*Le Monde* du 19 janvier). En réaction, outre les mesures de sécurisation des écoles, des lieux de culte et des cimetières, le ministère a voulu mieux cerner les auteurs de ces actes et disposer notamment d'un état des lieux des groupuscules violents d'extrême droite. Chargée de cette analyse, la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) a remis son rapport à la mi-janvier. Ce dernier souligne un éclatement des structures et des effectifs stables.

Les policiers estiment que ces groupuscules regroupent entre 2 500 et 3 500 militants et sympathisants, dont une petite partie s'engage dans une démarche radicalement violente. « On assiste à deux phénomènes parallèles, souligne-t-on dans l'entourage du ministre de l'intérieur, Dominique de Villepin. D'une part, la dégradation assez nette des structures de cette mouvance, qui ne constitue pas une grave menace pour l'Etat aujourd'hui. D'autre part, le nombre à peu près constant d'actions violentes et la banalisation extrêmement inquiétante de certaines thèses, comme l'ont montré les récents propos de Jean-Marie Le Pen sur l'Occupation. » Les statistiques des actions violentes imputables à des sympathisants d'extrême droite ne traduisent pas,



sur ces cinq dernières années, une tendance lourde, malgré un saut important entre 2003 et 2004 (de 28 à 65). Le ministère de l'intérieur en avait recensé 52 en 2000, 28 en 2001, puis à nouveau 52 en 2002.

L'IDÉE D'UN « PIRE ENNEMI »

Les activistes d'extrême droite constituent un milieu très éclaté, en recomposition permanente, implanté dans les régions françaises les plus urbanisées. Ils ne sont pas d'ac-

cord sur tout et ne partagent pas des objectifs identiques ; en revanche, ils se retrouvent autour de l'idée d'un « pire ennemi ». Celui-ci n'est pas immuable. Il y a trente ans, les communistes tinrent ce rôle, avant d'être remplacés par les juifs et les Américains. Enseignement marquant du rapport : l'antisémitisme semble être en net recul au sein de ces groupuscules, dorénavant obsédés par la propagation de l'islam et la présence des Arabes sur le

sol français. Sur 188 actions violentes à caractère antisémite recensées en 2004 par le ministère de l'intérieur, seules 13 (soit 7 %) sont imputables à des activistes d'extrême droite. En revanche, la part des personnes fragiles, influençables, voire déséquilibrées, est soulignée par les spécialistes de la Place Beauvau.

La vague de profanations et d'actes racistes qui a touché l'Alsace en 2004 n'était pas un simple concours de circonstances. Cette région figure au premier rang des préoccupations des responsables policiers et politiques luttant contre l'influence de l'ultra-droite. Parmi les auteurs d'actes de violence qui lui sont attribués, 35,5 % résidaient l'an passé en Alsace. La proximité de l'Allemagne explique l'existence d'une mouvance néonazie réduite, mais active, des deux côtés de la frontière. La deuxième région – loin derrière – est l'Ile-de-France, suivie de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, puis à un degré moindre du Nord-Pas-de-Calais et de la Bretagne.

Les renseignements généraux ont recensé au total une vingtaine de groupes, divisés schématiquement en cinq grandes familles, qui développent entre elles plus ou moins d'affinités. La première – la plus importante en nombre – est celle des skinheads (entre 1 000 et 1 500 personnes), qu'un haut responsable policier qualifie d'« anarchistes de droite, réfractaires à la discipline et à l'idéologie ». Ils sont très présents au sein du mouvement du rock iden-

titaire et techno et se retrouvent souvent dans des bars et autres enseignes amies.

La deuxième famille est le groupe identitaire, dont les écrits et les propos regorgent de références à la « communauté de sang » et à la « patrie charnelle ». L'organisation Terre et peuple regroupe entre 200

hispanique, la garde franque, les pétaïnistes.

Viennent ensuite les néonazis, essentiellement implantés en Alsace et très liés à leurs homologues allemands, qu'ils retrouvent outre-Rhin à l'occasion de fêtes ou de concerts. Les principaux groupuscules sont l'Elsass Korps (50 militants environ),

Le FN investit un haut lieu de la Résistance

Une réunion du Front national à Sandillon (Loiret), dimanche 23 janvier, a provoqué la colère d'élus locaux de la région, selon le quotidien *Libération* du 22 janvier. En effet, cette réunion, qui doit lancer la campagne du parti de Jean-Marie Le Pen contre la Constitution européenne, a pour cadre prévu la Ferme d'Allou, haut lieu de la Résistance locale, transformé aujourd'hui en propriété à louer pour des fêtes. Le vice-président du parti d'extrême droite, Roger Holeindre, est annoncé à cette occasion.

Sandillon est situé à 12 km en amont d'Orléans. Selon Michel Guérin, maire (PCF) de la commune voisine de Saran, le Front national « insulte la mémoire des résistants locaux ». La gauche a prévu d'organiser un rassemblement silencieux à Orléans, en guise de protestation. Trois camps d'interneement – Beaune-la-Rolande, Pithiviers et Jargeau – avaient été ouverts sous l'Occupation dans le Loiret. Près de 18 000 juifs y furent détenus, avant d'être pour la plupart déportés vers le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, en Pologne.

et 300 sympathisants ; Bloc identitaire, proche du Front national et des jeunes du Groupe union défense (GUD), en aurait près de 500.

La troisième famille est celle des ultranationalistes, qui sont essentiellement vus par les policiers comme des nostalgiques tentés ponctuellement par l'action violente. Elle se divise en groupuscules, dont les effectifs s'établissent dans une fourchette entre 30 et 80 personnes : l'Œuvre française, le cercle franco-

que les policiers soupçonnent d'être impliqué dans certaines profanations commises en 2004 dans la région ; le combat furtif-Werwolf (une centaine de personnes), proche d'associations défendant la « Patrie alsacienne » ; enfin, la vingtaine de membres du Truppenkameradschaft, nostalgique des Waffen-SS.

La dernière famille est celle des hooligans, sévissant dans les stades et leurs alentours. Leur objectif principal est la confrontation avec leurs homologues adverses et les forces de l'ordre. Au cours de la saison de football 2003-2004, sur 302 incidents comptabilisés par les policiers, dix seulement avaient un caractère raciste.

Les passages d'une famille à l'autre, ou d'un groupuscule à l'autre, peuvent se produire, comme en témoigne le parcours de Maxime Brunerie, qui avait tenté d'assassiner le président de la République le 14 juillet 2002. Le jeune homme avait milité au GUD, puis rejoint le MNR de Bruno Mégret, avec quelques incursions dans la mouvance néonazie et feue Unité radicale. Il avait assisté à quelques concerts de rock identitaire et fréquenté parfois le kop de Boulogne au Parc des Princes. Aucun de ces engagements ne l'avait pleinement satisfait. Au printemps 2002, il eut « l'impression d'avoir fait le tour de l'extrême droite », selon son expression livrée à la cour d'assises de Paris, avant qu'elle ne le condamne à dix ans de réclusion en décembre 2004. Il a alors décidé, seul, sans être encadré et guidé par un groupe, de passer à l'acte.

Jean-Yves Camus, politologue, spécialiste de l'extrême droite

« Le nouvel ennemi : le monde arabo-musulman ou l'islam »

Les renseignements généraux estiment que les groupuscules d'extrême droite, bien que très disparates, se retrouvent autour de l'idée d'un « pire ennemi » à combattre. Cette analyse s'est-elle toujours vérifiée ?

Il est exact que dans ce patchwork invraisemblable que constitue l'extrême droite, l'ennemi commun a toujours rassemblé, alors même qu'il était changeant. Avant les communistes, les juifs ou les Arabes, l'ennemi, c'était avant tout la démocratie. La chute du communisme a constitué un tournant majeur, en les privant de ce repoussoir. L'immense majorité des familles de l'extrême droite s'est alors retrouvée autour de la définition d'un ennemi qui n'était plus nommé ouvertement, à cause de la nouvelle législation punissant le négationnisme. Les juifs ont dès lors été décrits par litote et euphémisme, d'où l'apparition d'expressions comme « capitalisme apatride » ou ZOG (*zionist occupational government*).

Tout s'est compliqué avec le 11-Septembre. Désormais, deux écoles de pensée se confrontent. La première continue à dénoncer la déclinaison juifs-sionistes-Israël ; la seconde a esti-

me qu'Israël pouvait être un allié temporaire et tactique dans la lutte contre le nouvel ennemi : le monde arabe, le monde arabo-musulman ou l'islam, selon l'expression choisie. La grande majorité de ces groupuscules est islamophobe : ils confondent islam et islamisme, le premier étant selon eux incapable de modernisation et portant en germe le second. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'antisémitisme a disparu chez eux, comme l'a montré la vague de profanations l'an passé, dont une bonne partie peut être attribuée à la mouvance d'extrême droite.

Est-il possible d'établir une sorte de profil type du militant ?

C'est très périlleux. L'ultra-droite constitue une nébuleuse dont les membres appartiennent à tous les milieux sociaux. On y trouve aussi bien des royalistes, des catholiques intégristes que des skinheads. Parmi leurs influences, il faut noter que la génération des témoins directs des grands combats de l'extrême droite – Vichy et l'Occupation – est en train de s'éteindre. Les « porteurs de flambeau » sont en voie de disparition. Mais la relève générationnelle est assurée.

L'Alsace apparaît comme un lieu de

développement important de cette mouvance...

Si on prend comme seuls critères le nombre de militants et d'actions violentes, c'est exact, même s'il ne faut pas en surestimer l'importance. Cela s'explique par la conjonction de deux faits. Le premier est la proximité transfrontalière, l'existence d'une scène néonazie et skinhead outre-Rhin. Les idées circulent, les contacts personnels sont favorisés. L'autre fait est la permanence d'un terreau local, qui prend racine dans le sentiment d'une identité régionale menacée. Ce terreau est un mélange d'antisémitisme historique de l'ultra-droite alsacienne et d'hostilité vis-à-vis des populations issues de l'immigration. Les scores électoraux élevés du Front national en sont l'expression.

Justement, comment s'organisent les passerelles entre les groupuscules d'extrême droite et les partis ?

Il existe des cas de double appartenance, dont on n'a pas les moyens de mesurer l'ampleur exacte. La migration est l'autre modalité de contact. Découragés par l'absence de projets dans les groupuscules, certains rejoignent les partis. Mais ce chemin est surtout

emprunté dans le sens inverse. Cela traduit la contestation et la déception vis-à-vis de l'action politique traditionnelle. Ainsi, la déconfiture du MNR de Bruno Mégret a mis sur le pavé des centaines de militants que le Bloc identitaire, entre autres, cherche à récupérer.

Depuis les années 1990, diriez-vous que la nébuleuse de l'extrême droite a eu tendance à gagner de l'influence ?

Dans *Les Droites nationales et radicales en France*, que nous avons publié en 1992 avec René Monzat, nous avons recensé plus de 500 groupes et publications. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr qu'il en existe la moitié. La raison principale tient à la montée en puissance électorale du Front national, qui a longtemps asséché le réservoir des groupuscules. Le premier coup d'arrêt à cette tendance a été la scission mégrétiste. A présent, les bons résultats électoraux du FN contrastent avec la faiblesse de son activité militante. A la présidentielle de 2002, malgré le score inespéré de Jean-Marie Le Pen, l'appareil du parti est apparu moins charpenté qu'au cours de la décennie 1990.

Propos recueillis par P. Sm.

Piotr Smolar

Un député veut interdire les rassemblements néonazis

Armand Jung (PS), élu du Bas-Rhin, réclame un débat sur le sujet

FAUT-IL, et si oui comment, interdire la tenue de rassemblements néonazis en France ? Député (PS) du Bas-Rhin, Armand Jung est convaincu de l'« urgence » de remédier au vide juridique actuel. Il a déposé à cet effet une proposition de loi, enregistrée le 21 décembre 2004 à la présidence de l'Assemblée nationale, et a adressé un courrier au premier ministre, jeudi 20 janvier, pour réclamer un débat sur le sujet.

M. Jung veut conférer au maire ou à son adjoint la possibilité de dissoudre, en cas de constatation du flagrant délit, toute réunion « à caractère raciste, antisémite ou xénophobe ». Sa proposition a été inspirée par la tenue, le 31 juillet 2004, d'un rassemblement néonazi dans le village d'Hipsheim (Bas-Rhin). Quelque 300 à 400 skinheads, en majorité de nationalité allemande, s'étaient donné rendez-vous dans cette commune de 770 habitants (*Le Monde* du 11 août 2004). Les équipements du club de football avaient été loués

cinq mois à l'avance sous le couvert d'une manifestation sportive et festive. Selon les organisateurs, il devait s'agir d'un tournoi de football suivi d'un repas convivial. Les participants avaient déployé des drapeaux français et de la croix gammée et de l'aigle impériale, entonnant en chœur chants et slogans nazis.

« UN RISQUE SÉRIEUR »

Alerté, le maire de la commune s'était rendu sur place, mais s'était trouvé dans l'impossibilité juridique de mettre un terme à cette manifestation. A deux reprises, les gendarmes de la brigade voisine d'Erstein avaient effectué une patrouille, mais n'avaient constaté aucun « trouble à l'ordre public ». « Le maire ne peut rien faire, les gendarmes ne peuvent rien faire, l'état actuel de notre législation montre ses limites », déplore M. Jung. Le député écarte résolument tout soupçon de vouloir porter atteinte à la liberté de réunion, érigée en principe constitutionnel. Il avance la nécessité de faire respec-

ter l'« obligation de protection et de sécurité dès lors qu'existe un risque sérieux et objectif d'atteinte aux droits et libertés d'autrui ». Président du groupe d'amitié France-Autriche de l'Assemblée nationale, M. Jung constate que les législations autrichienne ou allemande « rendraient impossible la tenue d'une telle réunion dans ces pays ».

Le député entend se faire l'écho de l'« émoi » des élus alsaciens, qui craignent, dit-il, de voir leur région « stigmatisée et montrée du doigt ». « Le mal ici a été trop profond pour que l'Etat ne soit pas d'une extrême sévérité, d'une extrême fermeté avec tous les nostalgiques du racisme et de l'antisémitisme », avait déclaré Jean-Pierre Raffarin, le 21 novembre, à Strasbourg, à l'occasion du 60^e anniversaire de la libération de la ville. M. Jung en attend à présent une mise en acte législative. Matignon, pour l'heure, dit avoir pris « bonne note » de son courrier.

Patrick Roger

LE GRAND JURY
 >> DIMANCHE 23/01 À 18H30
 RTL - LE MONDE - LCI
 INVITÉ ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE
 RUTH ELKRIEF RTL - PIERRE-LUC SÉGUILLON LCI - GÉRARD COURTOIS Le Monde